



## Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

226-227 | Avril-Septembre 2004  
Afrique

---

# Burundi : une agriculture à l'épreuve de la guerre civile

Alain Cazenave-Piarrot

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/579>

DOI : 10.4000/com.579

ISSN : 1961-8603

### Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

### Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2004

Pagination : 313-338

ISSN : 0373-5834

### Référence électronique

Alain Cazenave-Piarrot, « Burundi : une agriculture à l'épreuve de la guerre civile », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 226-227 | Avril-Septembre 2004, mis en ligne le 13 février 2008, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/579> ; DOI : 10.4000/com.579

---

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Tous droits réservés

---

# *Burundi : une agriculture à l'épreuve de la guerre civile*

Alain Cazenave-Piarrot

---

- 1 Le Burundi est un pays rural par excellence : 92 % des 6,9 millions de Burundais vivent de l'agriculture. Peu de pays dans le monde conservent un tel taux. L'agriculture représente 50 % du PIB, fournit 80 % des recettes d'exportation et nourrit la très nombreuse population. Or le pays se déchire depuis dix ans dans une interminable guerre civile. Celle-ci le laisse exsangue et désorganise l'agriculture. Toutefois, si la disette affecte le pays, on n'y voit pas de famine grave, tandis que les cultures d'exportation continuent, plutôt mal que bien, à fournir quelques rentrées de devises. La problématique de notre réflexion consiste à déterminer comment s'opère cette adaptation, même dans un contexte de détresse. De façon récurrente, nous envisagerons si la géographie peut jauger, analyser et donner un avis dans une situation politique et militaire mouvante et incertaine.
- 2 Au Burundi, l'agriculture demeure pour l'essentiel vivrière (fig. 2). L'agriculture et l'élevage constituent des activités souvent menées de pair, mais qui renvoient à des appartenances ethniques affirmées et pas toujours vérifiées. Les Hutu seraient plutôt agriculteurs et les Tutsi éleveurs. Au Burundi, la question ethnique constitue « un obstacle épistémologique majeur » (Cochet, 2001) et toute évocation des appartenances ethniques brouille les approches. En fait, le clivage relève plutôt d'appartenances culturelles. Depuis l'Entre-deux-guerres, les analyses de l'administration coloniale belge, largement reprises par la suite, ont beaucoup insisté sur la dichotomie des activités rurales « mettant d'un côté les agriculteurs assimilés aux Bahutu et les éleveurs de l'autre, les Batutsi » (Gahama, 2001). Cette pratique fut très souvent appliquée par les colonisateurs afin de diviser les autochtones pour mieux les dominer. Depuis, des travaux de géographes (Kayondi, 1972 ; Gahama, 1976) ont montré que cette dichotomie, source de mortelles oppositions, devait être nuancée pour souligner « le caractère séculairement bicéphale de l'économie rurale » (Ndayishimiye, 1976), où le paysan burundais n'est pas seulement éleveur ou agriculteur, mais les deux à la fois.

- 3 Au Burundi, l'agriculture reflète la société paysanne, au triple point de vue des types d'agricultures, des activités, des modes de vie.
- 4 Les types d'agricultures relèvent tous de l'agriculture sous pluie, avec quatre saisons agricoles, fonction du mouvement apparent du soleil. Les deux saisons des pluies, déjà marquées entre 2° 20' et 4° 27' de latitude Sud, permettent de distinguer agatasi avec des cultures semées en septembre et récoltées en janvier d'urushana, grande saison des pluies, avec semailles en février-mars et récolte à partir de mai-juin, cette dernière période étant nommée impeshi. La petite saison sèche de décembre à février, umukubezi, est assez fugace et n'apparaît qu'au niveau des moyennes. Les paysans mettent à profit ce répit pluviométrique pour récolter le maïs et les haricots plantés en octobre, et les faire sécher pendant ces journées ensoleillées. En revanche, la grande saison sèche, ici, bien marquée, pose des problèmes de soudure, car le retour des pluies ne se fait jamais à la même date d'une année sur l'autre et varie selon les régions (Cazenave-Piarrot, 1977). Devant la pression démographique, c'est au cours de cette période que sont mis en culture les fonds de vallée pour assurer la soudure.
- 5 Dans les pratiques agricoles, l'année se divise selon les lunaïsons et commence en septembre avec la chute des premières pluies. Les façons agricoles sont toujours soigneuses, que ce soit pour la préparation du sol, les semis, la reconstitution des sols régénérés avec les cendres des éteules, les composts, les apports de fumier. Les jachères, très courtes, ont tendance à disparaître devant la pression démographique. Les rotations des cultures dans le temps et dans l'espace sont complexes et les associations de cultures permettent à la fois de ménager les ressources du sol et de prémunir le paysan des irrégularités climatiques. Ces rotations obéissent au même impératif de produire les cultures de base de l'alimentation des Burundais : haricots, maïs, petits pois, patates douces, pommes de terre et sorgho. En dessous de 2 000 m, les bananeraies enveloppent de leur feuillage dense toutes les habitations. Elles produisent la banane amère, igikashi, qui sert à la fabrication de la bière (uwarwa), les bananes plantain et les petites bananes fruit. Cette riche palette de productions végétales, auxquelles il faut ajouter les fruits de toutes sortes, est pratiquée manuellement. Il s'agit d'une véritable agriculture jardinatoire.
- 6 Dans les analyses, on dissocie souvent l'élevage de l'agriculture. En fait, le paysan burundais est à la fois cultivateur et éleveur de bovins, d'ovins et de caprins, tandis que chaque habitation élève des volailles. Les conditions naturelles sont partout favorables à la pousse de l'herbe et surtout l'altitude fait que la trypanosomiose reste absente de la majeure partie du pays. La possession de vaches confère un prestige certain, mais assure surtout des apports de fumier aux cultures. La pression démographique réduit insensiblement les terrains de parcours, diminue les possibilités de transhumance et pousse à une intégration des activités de culture et d'élevage. Ce dernier joue un rôle essentiel dans l'alimentation avec la production de viande et de produits laitiers. Les champs cultivés, les terrains de parcours, les jachères toujours pâturées, les boisements et les vestiges de la forêt primaire forment un vaste manteau d'arlequin qui donne des paysages ruraux particulièrement soignés. Avec l'altitude, c'est une véritable « campagne en plein ciel » que présente le Burundi.
- 7 Les activités révèlent une société d'agriculteurs, avec de petites exploitations que la pression démographique rend toujours plus exiguës par le jeu des héritages. La mécanisation reste quasiment nulle : la houe demeure l'outil le plus ancien et le plus répandu. Toutefois, ces paysages et cette société, qui semblent immuables, sont traversés

en permanence par des courants innovants. Ceux-ci viennent de l'encadrement administratif qui gère les opérations de développement rural impulsées par le gouvernement du Burundi aussi bien que par les coopérations. Ces opérations, commencées dès l'époque de la colonisation, ont consisté à réduire les jachères, intensifier les cultures, lutter contre l'érosion, étendre le domaine cultivé aussi bien sur la forêt de la crête Congo-Nil, les espaces périphériques du Mosso (Thibon et al., 2001) ou de l'Imbo (Cazenave-Piarrot, 1979) que dans les fonds de vallées humides. Elles ont par ailleurs permis le développement des cultures d'exportation que sont le café, le coton et plus récemment le thé. Le bilan de ces opérations, qui peut apparaître contrasté au coup par coup (Sentamba, 2002), a permis sur le temps long d'enraciner des pratiques agricoles innovantes sur le terrain. Mais, à côté de ces opérations venues d'en haut et dont les modalités aussi bien que le bilan confèrent une expertise reconnue à leurs acteurs, se placent toute une série d'actions menées sur le terrain par les agriculteurs eux-mêmes. Ces actions, comme l'extension de la bananeraie (Cochet, 2001), la construction de haies autour des parcelles cultivées, l'entretien de fossés anti-érosifs, les fumures animales et organiques, les assolements et les complantations expliquent pour une bonne part ce prodige d'une agriculture sous pluie qui permet à ses paysans de nourrir une nombreuse population. Mais ici l'expertise n'est pas reconnue aux acteurs comme dans le cas précédent. De plus, ces actions innovantes sont en contradiction avec le ton larmoyant et les prédictions défaitistes consécutives à la croissance de la population qui emplissent les rapports gouvernementaux ou des différentes coopérations quand il s'agit d'amorcer la pompe du financement des opérations de développement. Au bilan de ces activités de nombreux problèmes apparaissent comme l'érosion, générale dans tout le pays, mais particulièrement sensible sur les pentes abruptes de la région des Mirwa, les faibles rendements par rapport au travail fourni et surtout la non maîtrise par les paysans des circuits de commercialisation comme des financements.

- 8 La société rurale du Burundi reste une société paysanne. On n'y trouve pas le découplage entre activités et modes de vie qui partage dorénavant les agricultures des pays d'économies développées. Les paysages sont empreints d'une culture paysanne qui apparaît dans les dispositifs des rugos, habitat traditionnel du pays qui s'apparente au kraal (Acquier, 1986), mais aussi dans le dessin des haies anti-érosives, dans le dispositif en « timbres-poste » des boisements d'eucalyptus ou des caféières, dans le lacs des chemins et les ados des cultures de marais. Dans la campagne burundaise les hommes sont partout avec leurs appels, leurs cris, les groupes qui travaillent dans les champs et les troupeaux qui paissent. Nous avons là une illustration de « l'homme habitant » (Sauer, 1925) qui peuple un espace et construit un paysage. La quotidienneté de la campagne burundaise reste paysanne du « chant des oiseaux » à la nuit tombée (Cazenave-Piarrot, 1977). Le kirundi, langue vernaculaire, exprime toutes les nuances des activités agricoles. Les croyances aussi s'appuient sur ce fond de ruralité qui imprègne la société. Il existe une culture rurale burundaise rattachée à l'aire culturelle (Frobenius, 1952) des Grands Lacs et dont la richesse permet à la population de résister à la tourmente politique.
- 9 En 2001, la population rurale burundaise était de 6,3 millions d'habitants, ce qui donne une densité moyenne de 248 habitants au km<sup>2</sup> et plaçait le Burundi au premier rang des campagnes de l'Afrique subsaharienne quant aux effectifs de population. Comme toujours, la population est très inégalement répartie. Elle peut atteindre jusqu'à 600 habitants au km<sup>2</sup> sur les collines des provinces de Ngozi et Kayanza au nord ou sur les

pent des Mirwa à l'est immédiat de Bujumbura. Sur les marges orientales du Mosso et dans le Sud, les densités de population sont toutefois moins élevées, inférieures à 100 habitants au km<sup>2</sup> dans la province de Cankuzo au Nord-Est, comprises entre 100 et 200 habitants au km<sup>2</sup> dans les provinces de Bururi, Rutana et Makamba dans le Sud. Le taux de croissance annuel de la population est de 1,9 % en 2001. Plus de la moitié de la population a moins de 20 ans : le Burundi présente donc des campagnes pleines et juvéniles.

- 10 Ces très forts effectifs s'expliquent par des taux de fécondité élevés, évalués en 2001 à 5,9 enfants par femme. Malgré un taux de mortalité infantile de 114 ‰, de forts taux de mortalité et une espérance de vie de 41,8 ans, la population du Burundi, surtout celle des campagnes, est en pleine croissance. Les mécanismes d'une telle vitalité démographique s'expliquent par des progrès sanitaires et dans l'alimentation des nourrissons qui se conjuguent à « un fond culturel résolument nataliste » (Ndayirukiye et al., 1991). Comme dans beaucoup de sociétés rurales, une famille nombreuse est perçue à la fois comme une ressource en main-d'œuvre dès le plus jeune âge, un élément de prestige social et l'assurance pour les parents d'une vieillesse assistée d'une progéniture nombreuse. Le kirundi transcrit ces aspirations paysannes avec des expressions devenues idiomatiques : « umwana umwe, nta mwana (enfant unique, pas d'enfant) » ou « kuvyara benshi, aburupfu n'aburusigara (faire beaucoup d'enfants pour qu'il y ait des survivants) ».
- 11 La population rurale burundaise reste très fixée à ses terroirs. Les migrations internationales sont faibles, sauf les cas de force majeure, dus à la guerre civile, que constituent les déplacements de population vers les Tanzanie, Rwanda ou Congo voisins. Les migrations vers les villes restent modérées. Le Burundi ne connaît pas les intenses flux d'exode rural que vivent de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, à commencer par la République Démocratique du Congo voisine où la population urbaine constitue près de 50 % de l'effectif total. Pays sans villages, où l'habitat rural se disperse dans les collines, le Burundi est aussi un pays sans grandes villes. Bujumbura compte environ 300 000 habitants, certainement davantage depuis que dure la guerre civile. Les villes secondaires et même les centres communaux voient leurs effectifs de population augmenter à cause de l'insécurité dominante. On ne peut pas considérer comme villes, ni même villages, les centres de regroupement censés protéger les paysans des affres de la guerre civile et, comme nous le verrons, fermés pour la plupart depuis les accords d'Arusha, signés en 2000. Malgré ces aléas, qui résultent d'une conjoncture de crise et non d'une dynamique économique, la population urbaine ne dépasse pas 8 % des effectifs : les Burundais demeurent des ruraux très sédentaires, pour l'essentiel, même si la guerre civile provoque des déplacements de populations paysannes.
- 12 Depuis 1993, le Burundi connaît une longue guerre civile, essentiellement due à des affrontements ethniques entre Tutsi et Hutu. L'ensemble de ces événements est dénommé par les analystes et les Burundais eux-mêmes : guerre, insécurité ou crise, terminologie que nous utilisons. Il existe même un vocabulaire de la crise (Mukuri, 2002). La crise désorganise le système social dans tout le pays, principalement dans les campagnes, désorganise l'espace rural et démoralise la population.
- 13 Depuis l'assassinat par des extrémistes tutsi, en octobre 1993, de Melchior Ndadaye, premier Président élu et Hutu, le Burundi est ravagé par une interminable guerre civile. Préalablement, les partis politiques en compétition se répartissaient en deux grands courants. D'une part, une galaxie des partis tournait autour du FRODEBU (Front pour la Démocratie au Burundi), regroupant les partis repérés comme d'appartenance hutu. La

majorité des adhérents est Hutu, bien que l'on y trouve de nombreux Tutsi. Longtemps partis d'opposition, le FRODEBU et ses alliés participèrent au gouvernement durant la présidence Ndadaye de juillet à octobre 1993. D'autre part, la famille UPRONA (Union pour le Progrès National) regroupait autour de ce poids lourd de la vie politique burundaise des formations politiques perçues comme d'obédience tutsi. Ex-parti unique, au pouvoir depuis 1962, l'UPRONA comptait cependant dans ses rangs de nombreux Hutu, preuve que l'entrée uniquement ethnique des problèmes n'est pas suffisante. L'assassinat du président Ndadaye a ouvert la porte au massacre systématique des Tutsi par les Hutu, avant que l'armée n'intervienne, stoppe l'élimination des Tutsi et massacre à son tour des Hutu, en représailles. Le tragique engrenage de la guerre civile burundaise débuta ainsi. Les massacres ethniques qui ponctuent l'histoire du Burundi ont créé « une tension qui croît et décroît, au gré des drames, et arc-boute chaque communauté dans l'idée qu'elle devra, sans doute, tuer avant d'être tuée ».

- <sup>14</sup> En 1996, un putsch porta au pouvoir Pierre Buyoya, militaire et Tutsi, candidat malheureux contre Ndadaye en 1992. Le coup de force de 1996 provoqua un embargo immédiat, la rupture des coopérations bilatérales et internationales, l'accroissement des attaques de rebelles et un infernal engrenage représailles-répression. La guerre civile, qui a fait entre 200 000 et 300 000 morts dans la quasi-indifférence internationale, a aussi provoqué de nombreux mouvements de réfugiés et déplacés, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Burundi. L'essentiel des réfugiés à l'extérieur sont des Hutu qui ont fui vers la Tanzanie, le Rwanda et la République Démocratique du Congo voisins. Ils vivent dans des camps gérés par les organismes dépendants de l'ONU, mais se sont aussi installés dans les campagnes où ils cultivent la terre. Ces réfugiés constituent l'essentiel des troupes de la rébellion. Les réfugiés de l'intérieur se divisent en « déplacés », « dispersés » et « regroupés », selon la terminologie administrative burundaise<sup>1</sup>. Les déplacés sont des Hutu et des Tutsi, appartenant à l'UPRONA et obligés de quitter leurs rugos pour aller vivre près des centres administratifs ou des missions. Les dispersés, le plus souvent des Hutu, ont quitté leurs rugos et collines par crainte de représailles. Ils constituent une population errante, réfugiée dans les ravins, les bois ou l'akibira. Les regroupés sont des paysans qui le furent de force par l'armée, afin que celle-ci puisse, selon la version officielle, traquer, sans risque de bavures, les membres de la rébellion qui ont pris le contrôle de pans entiers de la campagne burundaise, en particulier, dans les provinces de Kayanza, Bururi, Bubanza, Bujumbura dans les Mirwa. En fait, ce fut aussi l'occasion pour l'armée de regrouper les gens afin de mieux les contrôler, de couper la rébellion de ses soutiens logistiques et politiques parmi la population. Jusqu'à l'automne 2000, des paysans furent ainsi parqués dans des camps de fortune encadrés par l'armée. Rupture très forte dans ce pays sans village, où la dispersion de l'habitat est de règle, ces regroupements furent un échec. Mais ils ont déstabilisé la société rurale burundaise, désorganisé l'agriculture. Ces camps furent nombreux dans le Buyogoma et les Mirwa. Pour cette dernière région, leur mise en place a désorganisé un temps l'approvisionnement de Bujumbura. Les camps ont été officiellement fermés dès la mi-2000 après une visite au Burundi de Nelson Mandela, qui fut l'un des médiateurs dans les différentes tentatives de médiation du conflit. Les effectifs de populations déplacées s'avèrent malaisés à établir avec précision. En 1997, et en croisant les données de l'administration avec celles des ONG, on recensait 255 camps, aussi bien de déplacés que de regroupés qui abritaient 577 142 personnes, soit environ 10 % de la population du pays (Sentamba, 2001). Actuellement, le nombre est estimé à 490 000, soit 7,5 % des effectifs (World Hunger, 2003).

- 15 La crise désorganise l'espace rural burundais. Il s'agit tout d'abord de l'abandon des caféières, faute de moyens de ramassage à cause de l'insécurité entretenue aussi bien par l'armée, dominée par les Tutsi, que par les rebellions hutu. Les plantations de caféiers robusta de Kivoga, au nord immédiat de Bujumbura, qui se trouvent dans la zone des combats entre la rébellion qui dévale chaque soir les Mirwa pour harceler Bujumbura et l'armée régulière, ont été incendiées. Les paysannats du bas Imbo et la zone irriguée de Mugerero<sup>2</sup>, très proches de la frontière avec la République Démocratique du Congo voisine qui sert de base arrière à la rébellion, sont abandonnés. Dans le Kumoso, proche de la Tanzanie, qui sert aussi de base arrière pour des factions de rébellion, les activités agricoles ont reculé, tout comme sont abandonnées les palmeraies au sud, vers Nyanza en bordure du lac. La désorganisation de la vie rurale est profonde.
- 16 La situation politique hante les esprits, annihile les volontés et tétanise toute entreprise. Au niveau des campagnes, la crise s'avère particulièrement déstructurante. La guerre civile désorganise sensiblement les productions, des situations de disette sévissent à chaque période de soudure depuis 1998. On pourrait raisonnablement espérer un rapide retour à la normale, à condition que les belligérants parviennent à respecter et à mettre en œuvre les accords de cessez-le-feu signés le 3 décembre 2002 à Arusha (Tanzanie). Le 1er mai 2003, le président Pierre Buyoya a laissé sa place à Domitien Ndayizeye, vice-président et Hutu, conformément aux accords d'Arusha. Même si « la passation de pouvoir risque de sembler irréaliste aux Burundais, surtout hors de la capitale, là où les conditions de vie se sont souvent dégradées depuis le début du processus de paix » (Le Monde, 2003), elle n'en constitue pas moins un acte positif dans la vie politique du Burundi. Toutefois, deux mouvements rebelles hutu, qui n'ont pas signé les accords et suivent une voie militaire, multiplient les attaques, entretiennent un climat d'insécurité dans tout le pays : il s'agit des FDD (Forces pour la Défense de la Démocratie), émanation du Conseil National pour la Défense de la Démocratie ou CNDD, et des FNL (Forces Nationales de Libération), émanation du Parti pour la Libération du peuple hutu ou Palipehutu. On peut aussi redouter que des extrémistes tutsi ou une partie de l'armée suivent la même voie. Les sites Internet gouvernementaux, des partis politiques ou des organismes internationaux égrènent les actes de violence, le plus souvent meurtriers, sans que l'on puisse savoir s'il s'agit d'un mouvement finissant ou d'une relance de la crise.
- 17 Expression de la ruralité burundaise, la production vivrière présente une large palette de productions qui en premier chef nourrissent les agriculteurs eux-mêmes. Les produits vivriers approvisionnent aussi en circuits courts le réseau des marchés communaux et celui des villes. La bière de banane occupe une place à part car elle est auto-consommée, mais aussi largement vendue, ce qui procure de substantielles rentrées d'argent (Lopez, 1981). Au premier rang de ceux-ci se placent le marché central de Bujumbura, le Soko et la dizaine de marchés des quartiers de la capitale. Cette branche contribue pour plus de 60 % à la formation du PIB : la guerre ne fait qu'accroître son poids, même si c'est dans un contexte de misère et d'inflation. La crise touche de plein fouet cette activité qui n'en demeure pas moins essentielle pour la survie, au sens littéral du terme, du pays. La crise se marque par toute une série de « ruptures socio-spatiales » (Ndayirukiye et al., 1991) dans les campagnes burundaises.
- 18 L'insécurité règne depuis dix ans, mais s'est particulièrement développée depuis 1997.
- 19 À grande échelle dans la commune de Vugizo (province de Bururi) (Ndayegamiye, 2001), elle s'est traduite par des déplacements de population, que ce soit vers les sites de



regroupement précédemment évoqués et installés près des centres de négoce, des paroisses ou des missions protestantes, par la fuite dans les endroits reculés ou l'exil en Tanzanie relativement proche. Les façons agricoles d'urushana, se sont trouvées très perturbées, surtout au moment des semailles en mars. Les récoltes d'impeshi ne peuvent pas être assurées correctement. Plus grave, les cultures en marais d'ici, dont la récolte permet d'assurer la soudure de septembre, ne purent être menées convenablement. Sur les vingt collines de la commune de Vugizo, situées dans la région d'élevage du Bututsi, l'élevage a considérablement baissé. Des 3 413 bovins recensés en 1996, il n'en reste plus que 1 657 en 1999. De plus, l'insécurité provoque une recrudescence des vols de bétail : à Vugizo 464 vaches ont été volées au cours des trois mêmes années. Il s'agit en l'occurrence d'une pratique traditionnelle, ici reprise par les bandes armées qui volent pour se nourrir. Les dépêches Internet du site Le Burundi au quotidien relatent de nombreux vols de gros et petit bétails dans tout le pays, voire même d'une barque et de filets de pêche à Rumonge qui ont été emportés au Congo, en face. Enfin, l'insécurité provoquée par la crise contraint les propriétaires à vendre précipitamment leur bétail.

- 20 À grande échelle, les destructions dans tout le pays rendent la vie des paysans très précaire. L'ampleur « des destructions de biens publics et privés [qui] précèdent ou accompagnent les massacres d'hommes, caractéristiques de cette crise » (Ngayimpenda, 2000), a ruiné le pays. Le bilan des pertes des biens privés est inexistant ; les destructions continuent à ce jour, et seules des approches partielles sont possibles.
- 21 De 1993 à 1996, les estimations portent sur 70 000 têtes de gros bétail et 360 000 têtes de petit bétail détruites (Kabeya et al., 1996). Il est toutefois inutile d'estimer le bilan global des pertes par rapport à l'ensemble du cheptel préexistant, dans la mesure où l'abattage et le vol de bétail se sont intensifiés depuis. Le bétail constitue le moyen privilégié d'approvisionnement des rebelles. De plus, à la faveur du climat de terreur, de l'impunité ambiante et de la confusion sur l'identité des auteurs de tels crimes, des bandes de malfaiteurs participent au vol, s'alliant au besoin avec des éléments de la rébellion pour piller le bétail, les greniers et les commerces. Pour donner un élément de comparaison, les effectifs de bovins, ovins et caprins avant la guerre civile étaient respectivement de 429 243, 349 634 et 778 974 têtes.
- 22 Les boisements sont aussi mis à mal par la guerre civile. Les 30 641 ha détruits entre 1993 et 1996 (Kabeya et al., 1996) représentent près de 15 % de l'actif forestier. Les destructions de boisements s'avèrent particulièrement importantes dans les provinces du nord-est du pays : Ruyigi (- 5 000 ha), Cankuzo (- 5 900 ha), Kirundo (- 3 892 ha). Bois et charbon de bois – amakala – constituent les principales sources d'énergie utilisées par la population rurale du Burundi. On peut craindre un épuisement progressif des reboisements et une mise à mal accrue de ce qui reste du couvert végétal d'origine. Ces déboisements incontrôlés sont le fait d'une population « flottante » et aux abois. Ils ruinent les efforts de reboisement entrepris auparavant, après la prise de conscience de l'impérieuse nécessité de stopper la déforestation. À la charnière des années 1980-1990, les superficies replantées chaque année étaient passées de 500 ha à près de 8 000 ha par an. Des experts mettent sur le compte des déboisements intenses les irrégularités pluviométriques qui ont affecté les provinces du nord-est burundais ces dernières années (Ngayimpenda, 2000).
- 23 Le travail à la campagne ne supporte pas le désordre des façons. L'agriculteur se doit de mener une activité régulière pour gérer son train de culture et remédier aux aléas. L'insécurité perturbe la vie dans les rugos et sur les collines. Sur la commune de Vugizo



(Ndayegamiye, 2001), les nuits sans sommeil, la fatigue accumulée, le travail bâclé faute de pouvoir se rendre régulièrement sur les parcelles cultivées, affectent gravement le travail agricole. Sur la colline de Kinama (commune de Mubimbi, province de Bujumbura), visitée en novembre 2000, on achève le démontage du centre de regroupement. À son emplacement poussent déjà les premiers haricots d'agatasi. Il ne reste rien que des sheets, tentes de fortune constituées d'une feuille de plastique. Ici, les paysans qui possèdent un vélo dévalent chaque matin sur le marché de Bujumbura distant d'une trentaine de kilomètres. Vers 7-8 heures, ils descendent des sacs de charbon de bois de 30-40 kg (entre 50 et 100 sacs chaque matin), des régimes de banane sans que l'on puisse en quantifier le nombre avec précision (Informateur Tharcisse Nd.). Ils remontent vers 14 heures, en s'accrochant derrière les camions de la RN1, avec de la farine et des indagara (petits poissons du lac Tanganyika). L'école a été fermée de 1993 à 1996, à cause de la guerre civile. Pendant l'existence du camp de regroupement, il n'y a pas eu de rébellion, mais les conditions de vie furent très dures : rien à manger au moment de la soudure, des « maux de ventre » en permanence, quelques haricots semés en urushana, mal récoltés faute de tranquillité. Pour les mêmes raisons, le bouturage du manioc a régulièrement été absent (Informateur Issac Mpawenayo). Heureusement, il y avait l'aide alimentaire. Tout autour, le paysage reste d'une agreste beauté : pentes cultivées avec soin, bosquets, bouquets de bananiers où se cachent les rugos, talwegs tapissés de forêts, alignement des eucalyptus le long du chemin dans toute la palette des verts. Des militaires, en groupe d'une douzaine, patrouillent : seules leurs armes sont rutilantes. Il flotte une atmosphère d'oppression, on sent les gens sur le qui-vive ; le marché de Kinama, tout en longueur sur la pente du centre communal, reste silencieux, même si les chalands sont nombreux ; peu de monde dans les champs, toujours en groupes de 5 ou 6 personnes : la campagne burundaise de la guerre civile retient son souffle.

- 24 À l'échelle du pays tout entier, la guerre civile a principalement détruit les maisons d'habitation. Les maisons et les rugos incendiés se voient le long des routes ou depuis l'avion porteur du PNUD (Programme des Nations-Unies pour le Développement) qui assure la liaison Bujumbura-Ngozi. Mais il est difficile d'évaluer la proportion des sans-logis, car « en raison de l'insécurité persistante [...] nombreux sont ceux qui dorment dans les buissons sans que leurs logements soient détruits, s'exposant ainsi au vol de leurs biens et à diverses maladies, résultat de la précarité de leurs conditions d'existence » (Ngayimpinda, 2000). Par ailleurs, la diminution du cheptel par vente forcée, vol ou abattage, provoque une carence en fumier. Ce phénomène a été accentué, après 1999, dans les provinces de Cankuzo et Cibitoke après le rapatriement des réfugiés rwandais et de leur bétail. Enfin, les forts effectifs de paysans déplacés, qui subsistent, perturbent les activités agricoles et accentuent les problèmes de ravitaillement.
- 25 Les années 1993 (assassinat du président Ndadaye), 1996 (putsch du général Buyoya), 1999 (création des centres de regroupement) jalonnent une catastrophe annoncée mais non survenue : la famine au Burundi ! Elle n'a pas eu lieu alors que de nombreux facteurs, qui auraient pu transformer le Burundi en un nouveau Soudan ou en Éthiopie, étaient réunis.
- 26 En 1994, la production de céréales baissa de 25 %, celle des légumineuses de 31 %, les racines et tubercules de 12,5 %, tandis que la banane ne reculait que de 6,2 %. La baisse des rendements fut très importante (Nijimbere, 2000) dans les provinces de Muyinga et Kayanza, tandis que dans celles de Bubanza et Cibitoke « c'est à des phénomènes de pillages et de destructions massives de récoltes que l'on assista » (Ngayimpinda, 2000).

- 27 Le coup d'État de 1997 provoqua un embargo immédiat et la rupture de toutes les coopérations. Toutefois, malgré la désorganisation et les effets très restrictifs de l'embargo de 1997, le secteur agricole résista bien à la crise. Même si l'équilibre alimentaire ne fut pas atteint, les disponibilités en produits vivriers ont limité le recours à l'importation alimentaire. Cette relative performance s'explique, certes, par une situation climatique favorable, mais aussi par l'opiniâtreté des paysans burundais qui surent sortir de l'abattement et se remettre au travail (FAO/PAM, 1996).
- 28 Après un regain de violence dans les zones rurales, l'insécurité s'aggrava au Burundi. À l'automne 1999, le gouvernement décida alors de regrouper quelque 300 000 personnes dans des camps. Elles s'ajoutèrent aux autres déplacés. Au paroxysme de l'opération, 821 000 personnes, soit 13 % de la population totale (FAO/SMIAR, 1999), étaient alors regroupées. Les deux provinces les plus touchées furent celles de Bujumbura rural (73 %) et de Bubanza (60 %) car elles servaient de base de départ aux rebelles pour attaquer la capitale. Les situations alimentaire et sanitaire des populations regroupées s'avérèrent extrêmement préoccupantes. Rares étaient les paysans qui pouvaient aller aux champs en ce début d'urushana. De plus, de mauvaises conditions météorologiques aggravèrent la situation : les pluies arrivèrent très en retard. Les organismes de l'ONU sonnèrent alors l'alarme car toutes les conditions étaient réunies pour provoquer une famine. La FAO, en particulier, émit le 5 novembre 1999, le bulletin « Alerte spéciale n° 299 » sous le titre « Les perspectives de l'alimentation sont peu encourageantes (sic) au Burundi car l'insécurité accrue et de mauvaises conditions météorologiques réduisent la production vivrière » (FAO/SMIAR, 1999). Il fallut apporter une assistance alimentaire dès le début de 2000, la disette sévissant, mais, une fois encore, la famine tant redoutée n'eut pas lieu. Les camps de regroupement ont été démantelés à partir de la seconde moitié de l'année 2000, le ciel se mit de la partie avec des pluies régulières et abondantes, le spectre de la famine s'éloigna, ce qui n'empêcha pas des disettes au moment de la soudure et une malnutrition généralisée des populations paysannes (FAO/GIEWS, 06/2001).
- 29 Les accords d'Arusha sont maintenant signés depuis trois ans : la paix reste insaisissable et l'insécurité subsiste. « Il n'y a pas de cessez-le-feu effectif. Bien que quelques progrès soient faits, la guerre continue » indique N. Bikorimana, dirigeant du Forum pour le renforcement de la société civile (UN/OCHA/IRIN, 08/2003). Malgré une misère généralisée qui laisse la plupart des habitants avec moins de 1 e de revenu par jour, la paysannerie burundaise assure tant bien que mal sa propre alimentation et celle des quelques villes du pays.
- 30 La problématique agricole actuelle du Burundi n'est plus d'éviter une famine, mais de gérer un retour à la normale avec des problèmes de soudure qui subsistent, une malnutrition généralisée et les épidémies qui vont avec. Du 17 au 28 juin, une campagne de vaccination a été ainsi menée auprès des enfants par le PNUD ([www.bi.undp.org](http://www.bi.undp.org)) pour enrayer une épidémie de rougeole. L'objectif était de vacciner 3,3 millions d'enfants âgés de moins de 14 ans. Les responsables onusiens ont demandé « des journées de trêve au cours de la campagne [...] aucun incident majeur n'a entravé le déroulement » de l'opération.
- 31 Les cash crops (cultures commerciales ou de rente) procurent 80 % des rentrées de devises de l'économie burundaise.
- 32 Au Burundi, les cultures commerciales ouvrent une fenêtre sur le système-monde, aussi modeste que soit l'ouverture.

- 33 Le montant total des transactions concernant la vente de produits agricoles est très faible comparé aux volumes du commerce mondial ou même aux chiffres d'affaires des groupes européens de l'agroalimentaire. Mais il s'agit d'une rentrée de devises essentielle pour l'économie du Burundi. Déjà vital en période de paix, ce rôle s'est, a fortiori, accru avec la guerre civile. Plus que jamais « l'argent est le nerf de la guerre » que ce soit dans l'économie officielle ou dans les circuits parallèles : certains sont contrôlés par les mouvements rebelles, d'autres servent, plus classiquement, à enrichir par détournement de la richesse nationale.
- 34 Les cultures commerciales ont été lancées dans l'Entre-deux-guerres par l'administration coloniale qui, d'une part, entendait monétariser les populations rurales et assurer leur développement économique, d'autre part voulait dégager des fonds pour financer le développement du territoire. En fait, pour les paysans, elles apparurent vite comme la seule ressource pour acquitter l'impôt (Capechi, 1979). Au niveau macro-économique, le Burundi intègre l'économie capitaliste et technicienne, dans le sillage de la colonisation, et doit remplir un des grands rôles dévolus aux colonies : produire des matières premières (Gahama, 2001). L'ordonnance-loi n° 52 du 7 novembre 1924 donne « des pouvoirs illimités aux résidents quant à l'obligation des indigènes à se livrer aux plantations de rapport ». C'est le début des petites plantations paysannes, essentiellement de caféiers arabica, dont les parcelles en « timbre-poste » caractérisent maintenant les paysages ruraux du pays. La culture du coton est également lancée très tôt dans l'Imbo, avant d'être généralisée avec les paysannats de la plaine de Rusizi, au début des années 1950. Le palmier à huile se développe dans l'Imbo-sud, à Rumonge. Parallèlement, sont installés des plantations de caféiers robusta à Kivoga, au nord de Bujumbura, et de palmiers à huile entre Rumonge et Nyanza-Lac. Après la décolonisation, au début des années 1970, les hautes terres du Mugamba, voient la mise en place de plantations de théiers. De ce processus historique résulte la double structure actuelle de l'économie de plantation du Burundi avec de petites plantations paysannes qui voisinent avec de grosses unités capitalistes ou d'État.
- 35 Les cultures commerciales ont permis la mise en place d'une industrie agroalimentaire qui effectue les premières transformations des produits : décorticage-séchage du café, égrenage du coton, et surtout fermentation, séchage et conditionnement du thé qui doit impérativement être opéré dans une usine à proximité des plantations et campe d'imposants bâtiments industriels au milieu des plantations, elles-même isolées sur les hautes terres de la crête Congo-Nil.
- 36 Les cultures industrielles alimentent la majeure partie des flux de sortie du pays et empruntent deux voies. Le corridor classique est celui vers Dar es-Salaam empruntant la voie lacustre du lac Tanganyika, puis le Tazara, soit un axe lacustro-ferroviaire, avec rupture de charge à Kigoma. Les troubles de la guerre civile ont rendu aléatoire, voire périlleuse, la descente sur Bujumbura par l'escarpement des Mirwa. Conjugué avec la généralisation du camionnage, plus rapide car sans rupture de charge, cela provoque un recentrage des flux de transport sur le corridor routier du nord-est vers Mombasa par le Rwanda, l'Ouganda et le Kenya.
- 37 Les cultures commerciales, au-delà de leur rôle économique, jouent un rôle politique essentiel qui se perpétue dans la crise burundaise actuelle. Lorsqu'elles furent introduites par les colonisateurs, leur refus constitua, dès le début, une forme de résistance contre « l'europanisation ». Le caféier et le cotonier apparaissaient comme des cultures obligatoires surtout destinées à payer l'impôt de capitation (Gahama, 2001). Après

l'Indépendance, l'opinion paysanne ne vit guère de différence : les cultures industrielles lui semblèrent alors destinées à enrichir la bourgeoisie burundaise qui détournait à son profit une partie des plus-values. Ce fut en particulier le cas lors de la présidence de Jean-Baptiste Bagaza entre 1979 et 1987, quand de gros efforts furent faits pour relancer les cultures paysannes de caféiers. Les extrémistes hutu du Palipehutu ont ainsi récupéré à leur profit, et sans difficulté, un mécontentement paysan à l'encontre des cultures d'exportation, historiquement très enraciné dans les mentalités collectives. Ils ont désigné les Tutsi comme responsables des détournements (Cochet, 2002). La propagande contre le caféier avec campagnes d'arrachages, incendies des parcelles d'autant plus faciles que celles-ci doivent être paillées pour mieux produire, exportations illégales, se nourrit ainsi d'une opposition sur plusieurs générations. Simultanément, dans le Rwanda voisin du général Habyarimana, le détournement des profits de la caféiculture fut pratiqué par la bourgeoisie nationale, et pendant de nombreuses années, quand les Hutu étaient au pouvoir. Les paysans rwandais ont dû subir, comme leurs voisins burundais, la politique caféière autoritaire, les spoliations et les détournements. Au Burundi comme au Rwanda, les clivages ethniques ont alors eu « bon dos » pour justifier une domination de classe.

- 38 Le Burundi a produit 16 521 t de café pour la campagne 2001-2002 (estimations FMI). Avant la crise, la production tournait autour de 30 000 t. Il s'agit pour l'essentiel de caféiers arabica, qui poussent particulièrement bien sur les hautes terres du pays dans les provinces de Kayanza, Muramvya et Ngozi. Le caféier robusta était produit dans les deux plantations industrielles de Kivoga et Nyakagunda dans l'Imbo, régulièrement dévastées par les combats de la guerre civile. La production qui dépassait 1 000 t/an, avant la crise, a d'abord diminué de moitié pour la campagne 1993-1994 avec 494 t, pour baisser ensuite régulièrement chaque année jusqu'à une centaine de tonnes en 1998-1999 (98 t) et cesser complètement depuis. Les plantations de caféiers robusta jouent ici le rôle de marqueur des péripéties de la guerre civile.
- 39 Mais la guerre civile affecte aussi les petites plantations paysannes. Sur la commune de Kivoga les plants de caféiers sont ainsi passés de 1 156 273 en 1992 à 778 417 en 1998, soit une baisse de 32,6 % (Ndayegamiye, 2001). À petite échelle, pour l'ensemble du Burundi, les destructions sont estimées, en 1996, à 1 942 841 plants de caféiers. À raison de 1 000 à 1 400 grammes de café par pied, cela donne une baisse d'au moins 2 000 t de café par an (Ngayimpinda, 2000). À cette baisse quantifiable, s'ajoutent le manque d'engrais dû à la désorganisation des approvisionnements (Nijimbere, 2000), le mauvais entretien des plantations dû à leur éloignement des rugos, le décès violent ou l'exil des paysans et des encadreurs, la cessation de nombreuses opérations d'encadrement faute de financements. Les principales provinces productrices de café sont aussi celles qui produisent les violences les plus fortes. La caféiculture burundaise est donc frappée au cœur par la crise.
- 40 La baisse des productions entraîne une baisse de la valeur des exportations. Selon les estimations du FMI, celle-ci est passée de 89,1 à 16,1 millions de dollars entre les campagnes 1995/96 et 2001/02. En même temps la part du café, dans la valeur des exportations aux mêmes dates, est passée de 79,2 % à 97 %, ce qui montre l'appauvrissement général du pays avec le centrage sur une seule cash crop, aussi faibles soient les volumes et revenus qu'elle rapporte. La commercialisation du café est principalement assurée par l'OCIBU (Office des Cultures Industrielles du Burundi) qui est une société d'État. Les prix payés à la production se situent entre 450 et 500 Francs burundais pour la campagne 2001-2002, contre 180/200 F Bu pour celle de 1995/96. Mais

cette augmentation est largement compensée par l'inflation galopante qui affecte tout le Burundi. Il existe aussi des circuits parallèles de commercialisation qui échappent à toute statistique. Le café part vers le Rwanda, la Tanzanie ou la République Démocratique du Congo voisins. Le café alimente dans ce cas une économie parallèle organisée à l'échelle de la région et qui concerne aussi les minerais semi-rares, l'or et même les diamants dont le Burundi n'est pourtant pas producteur. Le café est transporté en vélo pour l'essentiel. Il est payé en dessous de son cours officiel, mais, dans ces opérations, l'important est de se procurer des liquidités. Elles servent à acheter des vivres mais alimentent aussi les actions politiques ou armées, tandis que les intermédiaires prélèvent leur dû. Le café pourvoit ainsi une « agriculture minière », ainsi qualifiée car peu soucieuse de rendements et de profits bien répartis mais dont la vente des produits rapporte des liquidités, aussi modestes soient-elles par rapport au travail fourni.

- 41 Le café, naguère emblème de l'agriculture burundaise est ainsi devenu le nerf de la guerre civile. Grâce à l'économie parallèle, il fournit une partie des faibles moyens financiers qui alimentent les rébellions. Il constitue aussi le principal poste des exportations du pays, dans un contexte de baisse généralisée et de levée des aides internationales entre 1997 et 2002. L'agriculture de subsistance et les traditions culturelles permettent certes de pallier, en partie, la famine qui menace toujours, mais le tarissement des exportations engage le pays dans une spirale de ruine économique qui peut s'avérer létale en se prolongeant.
- 42 Le thé est la deuxième culture d'exportation du Burundi. Des grandes plantations industrielles furent mises en place sur la crête Congo-Nil entre 1960 et 1980. Installées dans des régions de fortes densités, elles se sont développées aux dépens de l'akibira, la forêt d'altitude à Teza et Rwegura, des prairies d'altitude et des marais à Tora (Cappechi, 1976). À côté des grandes plantations, des plantations familiales individuelles paradoxalement dénommées « villageoises » dans ce pays sans villages, sont installées autour de Rwegura, Bukeye, Ijenda, Gisozi et Tora, jamais loin des usines à thé qui accompagnent chaque grande plantation. L'OTB (Office du Thé du Burundi), société publique, encadre la production et assure la commercialisation des produits. Quelques années avant la crise, les jeunes plantations entrèrent en pleine production, avec des rendements supérieurs aux prévisions tandis que les prix du thé, qui s'élevaient régulièrement, assuraient de substantielles rentrées de devises. En 1991, le Burundi exporta 5 143 t de thé sec marchand. La guerre civile n'affecta pas dans un premier temps les productions qui culminèrent à 6 605 t en 1994. Mais 1995 vit un effondrement des exportations. Des bandes armées rebelles dévastèrent les usines de Teza et Buhoro qui durent être fermées pendant quelques mois : les dégâts étaient énormes. Cette année-là, les exportations chutèrent à 667 tonnes. Après le putsch de 1997, les sanctions économiques firent baisser les importations d'engrais destinés aux plantations mais ces dernières étaient en pleine maturité ; les exportations repartirent à la hausse pour atteindre 6 474 t en 2000 (OCIBU, 2000). Le nécessaire passage du thé par les usines de transformation permet aux pouvoirs publics de mieux en contrôler la commercialisation que celle du café : il n'y a pas de circuits parallèles.
- 43 Le cotonnier pousse bien dans les contrebas du Mosso et de l'Imbo. Cette culture fut lancée à grande échelle en même temps que celle du caféier. Culture pénible quand elle n'est pas mécanisée, aux rendements aléatoires, elle est connotée avec des images de dur labeur. Elle était déjà en perte de vitesse depuis de nombreuses années au Burundi (Dewez, 1986), comme dans toute l'Afrique, à cause de la concurrence du coton américain largement subventionné par le gouvernement fédéral. La guerre civile n'a fait

que précipiter ce déclin. De plus, les zones de production correspondent à des zones d'insécurité proches des frontières avec la Tanzanie et la République Démocratique du Congo. De nombreux rebelles y transitent et les cultures cotonnières ne sont plus pratiquées. Les statistiques qui donnaient encore 2 445 t en 1993, sont tombées à zéro depuis 1997. Production et exportations de coton semblent, pour le moment, faire partie de l'histoire agricole du Burundi.

- 44 Le Mosso produit de la canne à sucre qui est traitée dans l'usine de Gihofi. La société d'État SOSUMO est chargée de produire et commercialiser le sucre produit à l'Est. Les statistiques sur les productions sont difficiles à obtenir. Elles sont passées de 10 500 t en 1990 à 23 000 t en 1992. Les circuits de commercialisation alimentent 70 % du marché burundais. Des rumeurs circulent à Bujumbura et font état de la mise en coupe réglée de cette production par des personnes proches de l'entourage du précédent président de la République. Le sucre ainsi détourné serait exporté en Tanzanie voisine, avant d'être importé à nouveau au Burundi. Ce trafic supposé, digne des détournements de l'ex-URSS, alimenterait aussi la guerre en même temps qu'il contribuerait à l'enrichissement de ses auteurs. Ces rumeurs s'avèrent invérifiables et le changement de président va certainement les faire changer de sujet. Quant aux quelques cannes produites dans la plaine de la Rusizi, il leur suffit de franchir celle-ci pour passer en République Démocratique du Congo et être transformées dans la sucrerie de Kiliba au fonctionnement chaotique mais pérenne. Dans tous les cas la production de sucre et les exportations qui en découlaient se sont taries avec la guerre civile.
- 45 Dans le Burundi de la guerre civile, l'agriculture vivrière permet à la population de survivre. L'opiniâtreté des paysans burundais, combinée à la générosité de la terre nourricière, expliquent en partie que le Burundi ait échappé aux famines qui l'ont menacé depuis dix ans. Mais, d'une part, l'aide alimentaire, principalement assurée par la coopération européenne, assure autour de 40 % du niveau nutritionnel dont le pays a besoin (reliefweb, mai 2003), ce qui constitue un pourcentage énorme. D'autre part, la capacité à se nourrir, même mal, aux limites de la famine, au prix de la malnutrition, avec le risque d'épidémies, est conditionnée par le fait que le pays est enclavé topographiquement et culturellement. Ce qui constitue un atout dans la nuit de cette guerre, ne le sera plus en temps ordinaire : le retour à la normale imposera une ouverture qui fera éclater le moule culturel et politique dans lequel sont fondues les deux ethnies hutu et tutsi. Si la culture paysanne permet de survivre dans la guerre, elle alimente aussi le clivage ethnique actuel basé sur le binôme infernal vengeance/peur qui entretient la violence et fait imploser le pays.
- 46 Dans le Burundi actuel les cultures d'exportation ont considérablement baissé tandis qu'une bonne partie des récoltes emprunte des circuits parallèles qui permettent, entre autres, de financer la guerre. Aussi modestes soient-elles, les rentrées de devises que procurent les exportations officielles, permettent au pays d'exister et, avec l'aide internationale, le maintiennent sous perfusion. Ici l'approche géographique se doit d'être prospective. Comme c'était le cas avant la guerre, les cultures commerciales (cash crops) constitueront le principal moyen de faire fonctionner les mécanismes de la monétarisation des paysans, une fois la paix revenue. Le café burundais qui est devenu, avec le temps, l'étendard de l'agriculture marchande du pays, doit retrouver sa place dans les circuits mondiaux. La riche palette des cultures du pays peut approvisionner la région des Grands Lacs dont le Burundi, tout comme le Rwanda, sont les jardins et garde-manger.



- 47 Il s'agit aussi, avec l'exemple du Burundi, de savoir si l'on peut écrire une géographie des espaces en guerre. Faire de la géographie implique, en début de recherche, une démarche empirique qui consiste à parcourir le terrain, à se l'approprier physiquement avant d'y analyser les phénomènes que l'on a choisi d'étudier. La crise désorganise l'espace et les productions agricoles du Burundi. L'impossibilité de s'éloigner de Bujumbura sauf dans un convoi encadré par des militaires, le risque de croiser sur sa route une colonne rebelle ou une opération de l'armée régulière, limitent singulièrement les possibilités d'investigation. L'instabilité politique et les opérations militaires ne sont pas l'apanage du seul Burundi. Elles concernent, à plus petite échelle, toute la partie ouest de la Région des Grands Lacs, la République Démocratique du Congo et de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne. La solution réside alors dans un travail basé sur des cartes ou photographies aériennes, sur des statistiques, sur des articles de journaux et diverses publications partisans, sur des interviews d'informateurs. C'est la démarche que suivent de nombreux bureaux d'études, aux analyses souvent topiques mais qui restent marquées à la fois par la personnalité de leurs auteurs et le manque de contact avec le terrain. Il semble que la géopolitique qui résulte de cette démarche puisse se passer du terrain en se cantonnant au travail en bureau, tradition d'une géographie de la gestion des grands espaces et du pouvoir politique entamée bien avant la mutation de la géographie sous sa forme actuelle. L'approche géographique, surtout à grande échelle, demande d'aller confronter ce type d'informations à la réalité tangible du terrain. Mais est-ce dans la nature de la géographie rurale de transformer le géographe en correspondant de guerre ?
- 48 Enfin, le Burundi, tout comme son voisin le Rwanda, est dorénavant pris dans un filet de représentations négatives, largement suscitées par les images médiatiques. Elles concentrent tous les maux dont souffre l'Afrique subsaharienne. Les cohortes de violences, les déplacements de population, la folklorisation des modes de vie, la pauvreté des gens confinent le pays dans le syndrome « L'Afrique noire est mal partie » (Dumont, 1960). Il ne faut enfermer le Burundi ni dans une ruralité instrumentalisée passéiste où les Hutu sont plutôt à la campagne et les Tutsi dans les villes, ni dans un ruralisme passéiste où la bonne vieille glèbe ne mentirait pas. Une fois la paix acceptée par les différents acteurs, tuées les rancœurs et oubliées les peurs, il faut reconstruire le pays : tout d'abord, en maîtrisant la croissance démographique, ensuite en valorisant les ressources agricoles commercialisables – fruits, fleurs, légumes, bière de bananes et cash crops – dans le cadre élargi de la Région des Grands Lacs.

---

## BIBLIOGRAPHIE

ACQUIER J.-L., 1986 – Le Burundi. Marseille, Parenthèses. (Collection « Architectures traditionnelles »).

CAZENAVE-PIARROT A., 1975 – Les paysannats de la plaine de la Rusizi au Burundi, Les Cahiers d'Outre-Mer, n° 111, p. 275-292.

CAZENAVE-PIARROT A., 1977 – Les genres de vie traditionnels au Burundi, Les Cahiers d'Outre-Mer, n° 119, p. 291-312.



- CAPPECHI B., 1976 – La culture du caféier et du théier au Burundi. Université de Bordeaux, Faculté des Lettres, 341 p. (Thèse de 3e cycle).
- COCHET H., 2001 – Crises et révolutions agricoles au Burundi. Paris, Karthala.
- COCHET H., 2003 – Du conflit État-paysannerie au conflit ethnique. In : Chrétien J.-P. et Mukuri M., dir – Burundi, la fracture indénitaire. Paris, Karthala.
- DUMONT R., 1960 – L'Afrique noire est mal partie. Paris, Seuil. (Collection « Points »).
- FAO / PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, 1996 – Rapport de mission : évaluation des récoltes et disponibilités alimentaires au Burundi. Bujumbura, FAO.
- FAO/GIEWS, 2001 – Foodscrops & shortages. N° 3, juin : <http://www.fao.org>
- FROBENIUS L., 1952 – Histoire de la civilisation africaine. Paris, Gallimard.
- GAHAMA J., 1976 – Contribution à l'étude géographique de la région d'Ijenda. Bujumbura, Mémoire ENS.
- GAHAMA J., 2001 – Le Burundi sous administration belge. 2e éd., Paris, Karthala.
- GAHAMA J. et THIBON C., 2001 – Les régions orientales du Burundi. Paris, Karthala.
- KABEYA T. et al., 1996 – Les effets de la crise socio-politique sur l'environnement au Burundi. Bujumbura, PNUD.
- KAYONDI C., 1972 – Populations et exploitations rurales de la commune de Mugonga-Manga. Bordeaux, Univ. Bordeaux, Faculté des Lettres (TER).
- LOPEZ A., 1981 – La bananeraie burundaise. In : Recherches sur les Hautes terres d'Afrique centrale. Travaux et documents de géographie tropicale. Bordeaux, 42, p. 132-145.
- MUKURI M., 2002 – Vocabulaire de la crise. In : Chrétien J.-P. et Mukuri M., dir. – Burundi, la fracture identitaire. Paris, Karthala.
- NDAYEGAMIYE J., 2001 – Ruptures socio-spatiales dans les campagnes burundaises : cas de la commune de Vugizo. Bujumbura, Univ. du Burundi. (Mémoire de Licence).
- NDAYIRUKIYE S. et al., 1991 – Géographie du Burundi. Paris, Hatier.
- NDAYISHIMIYE J.-P., 1976 – Étude comparée de l'élevage bovin entre le Bututsi et le Buyogoma. Bujumbura, ENS. (Mémoire).
- NGAYIMPENDA E., 2000 – Les populations sinistrées du Burundi, sept ans après. Cahiers démographiques du Burundi, Bujumbura, n° 14.
- NIJIMBERE B., 2000 – Ruptures et recompositions socio-spatiales au Burundi : la crise du transport de 1993 à 1998. Bujumbura, Univ. du Burundi. (Mémoire de Licence).
- OCIBU, 2000 – Rapport interne de l'Office des Cultures Industrielles du Burundi.
- PNUD (au Burundi), 2003 – Flash d'information, 27 août : <http://www.bi.undp.org>
- RÉMY J.-P., 2002 – Que s'est-il passé à Itaba ? Le Monde, Paris, 24 oct., p. 14.
- RÉMY J.-P., 2003 – Première alternance pacifique au Burundi. Le Monde, Paris, 2 mai, p. 3.
- SAUER C.O., 1925 – The morphology of landscape. Publications in geography. University of California, vol. 2, n° 2, p. 19-54.
- SENTAMBA E., 2001 – Représentations, pouvoirs et développement local : le projet agro-sylvo-pastoral de Rutana. Burundi, Pau, Univ. de Pau. (Thèse de Sciences Politiques).

UN/OCHA, 2003 – Integrated Regional Information Network, 28 mai : <http://www.reliefweb.int>

UN/OCHA, 2003 – Integrated Regional Information Network, 28 août : <http://www.reliefweb.int>

WORLD HUNGER, 2003 – World Food Program, 29 août : <http://www.wfp.org>

## NOTES

1. La terminologie déplacés, dispersés, regroupés et réfugiés est celle qu'utilise le Ministère burundais de la Réinsertion et de la Réinstallation des Déplacés et Rapatriés.
  2. A. Cazenave-Piarrot. Les paysannats de l'Imbo au Burundi. Thèse de 3e cycle, Bordeaux III, 1979.
- 

## RÉSUMÉS

Le Burundi traverse depuis dix ans une éprouvante guerre civile qui a ruiné l'économie du pays. L'agriculture vivrière, qui fait vivre 93 % des Burundais, a permis d'échapper aux famines qui menacent le pays. Il s'agit d'une efficace agriculture sous pluie qui conditionne de fortes densités de population et génère des modes de vie paysans. Par ailleurs, l'aide alimentaire internationale pallie, aussi, les ravages de la guerre civile. Les cultures d'exportation, au premier rang desquelles se place le café arabica, sont en très forte baisse. Elles continuent de fournir l'essentiel des rentrées de devises du pays, mais alimentent aussi des circuits parallèles dont certains financent la rébellion. La structure très traditionnelle de la société rurale burundaise, qui permet d'amortir les effets de la guerre civile, explique celle-ci pour une bonne part. La sortie de crise ne peut s'opérer que par l'ouverture, économique pour commencer, de cette société paysanne. La réflexion pose aussi, et en filigrane, la question de la recherche géographique dans un espace en guerre.

**Burundi: the strain of civil war on agriculture.** During the last decade, Burundi has been through a straining civil war which has ruined the economy of the country. Subsistence crops, on which 93% inhabitants live, have allowed the country to avoid the threat of starvation. This efficient rain-irrigated agriculture conditions high densities of population and generates rural ways of life. International food supplies also compensate for the ravages of the civil war. Cash crops –first and foremost arabica coffee– have undergone a drastic drop. They still return most of the national cash, but they also feed unofficial circuits that sometimes finance rebellion. The very traditional structure of this rural society in Burundi, while it softens the effects of the civil war, also largely accounts for it. There is no way out of the crisis, except in the economic opening of this rural society. The question of geographical research, it will be found, is also implicit in this warring area.

## INDEX

**Mots-clés** : Afrique centrale, agriculture vivrière, Burundi, culture d'exportation, guerre civile, rupture socio-spatiale

**Keywords** : cash crops, Central Africa, Civil war, socio-spatial disruption, subsistence crops

## AUTEUR

ALAIN CAZENAVE-PIARROT

Maître de Conférences, IUFM de Toulouse